

Déclaration de la FCPE au rassemblement du 25 02 2009.

Bonsoir et merci à vous tous, qui êtes venus ici pour défendre l'école publique.

L'Etat a décidé de diminuer le nombre d'emplois publics, et c'est la raison de notre mobilisation.

L'Education Nationale paie chèrement cette orientation, mise en œuvre par :

- Le non remplacement d'enseignants qui ont atteint l'âge de la retraite,
- Et par l'avalanche de réformes qui sont décidées unilatéralement.

Dans le Finistère, sans aucun lien avec le nombre d'élèves à accueillir, plus de 40 postes d'enseignants du primaire vont être rayés de la carte. Le secondaire va subir exactement le même traitement.

Si une réflexion globale, et une remise en cause de la baisse des emplois publics n'ont pas lieu, tous les ans, les annonces de la carte scolaire du primaire seront plus dures et les dotations pour le secondaire seront encore réduites.

- Tous les ans, les effectifs par classe augmenteront mécaniquement.
- Tous les ans, les enfants en difficulté, seront laissés pour compte, par la baisse des postes en Rased, à l'hôpital, en Institut Médico-Educatif, en Classe d'Intégration Scolaire, en dispositifs personnalisés dans le secondaire...
- Tous les ans, la possibilité de scolarisation précoce des enfants sera réduite.

Pour stopper cette logique, il faut maintenant que tout le monde prenne ce problème au sérieux et **appelle au gel des suppressions de postes dans l'enseignement.**

Les familles doivent réagir et dire non à la logique comptable :

Aucune école n'est à l'abri puisque des suppressions de postes d'enseignants ont lieu, même quand les effectifs augmentent.

Aucune école n'est à l'abri puisque les prévisions du nombre d'élèves sont revues à la baisse par l'inspection académique pour écarter les tout jeunes enfants du système scolaire.

Les élus doivent apporter leur soutien sans ambiguïté aux familles :

Il ne s'agit plus de défendre seulement les écoles qui souffriront le plus. Les familles attendent des élus, un soutien franc et massif, une opposition ferme à l'orientation du ministère de l'Education.

Tous les citoyens doivent prendre part au débat :

Derrière un discours porté sur la réussite scolaire, le ministre fait le choix d'économies à court terme, par une constante diminution des moyens humains. Les élèves en situation de réussite s'adapteront, mais les élèves moyens ou en difficulté risquent de faire les frais de ce choix. Le mal-être que cela génèrera, et le coût social sont « oubliés ».

Une question s'impose à tous ceux qui s'intéressent aux conditions d'enseignement :

Faut-il accepter que l'école soit réformée, uniquement en supprimant des postes d'enseignants ?

La FCPE dit non et l'a fait, le fait maintenant avec vous, et le fera savoir.

Nous appelons les parents à prendre rendez-vous avec leurs élus pour expliquer leurs inquiétudes. Ce n'est pas qu'un problème de parents mais un débat de société. Les élus aussi, doivent s'en emparer, se prononcer et relayer ces inquiétudes au sommet de l'Etat.